

Annexes

Retranscription des entretiens

Entretien n°1 : François Moreau - Assistant parlementaire

Pour commencer, j'aimerais connaître ton opinion sur le lobbying. Comment tu le considères de manière générale ?

Je le considère plutôt de manière positive, même s'il faut faire attention car il y a des abus. Pour moi, derrière le lobbying, il y a la représentation des groupements d'intérêts. C'est ce qu'on appelle en France les corps intermédiaires. Dans le domaine de l'emploi des affaires sociales, on travaille beaucoup avec les syndicats, ce qu'on appelle plus traditionnellement le patronat. C'est du lobbying aussi, nous on appelle plutôt ça des partenaires sociaux mais c'est une forme de lobbying. C'est important car c'est aussi une expertise pour nous. Il faut savoir à qui tu parles et prendre du recul. Le député doit faire une synthèse de tout ça et se faire sa propre opinion. C'est là où est la difficulté.

Très bien, donc en résumé, c'est la fourniture d'expertise qui est nécessaire au membre d'une institution et concernant les aspects négatifs, l'important est de réussir à faire la part des choses.

Oui c'est exactement ça, réussir à faire la part des choses.

En tant que membre du parlement européen, tu es confronté directement à des activités de lobbying comme les associations de syndicats mais y en a-t-il d'autres ?

Je travaille principalement avec le syndicat, le patronat, certains représentants d'entreprises mais plus rarement et avec des plateformes sociales, des sortes d'experts indépendants qui estiment qu'ils sont experts dans des affaires sociales et d'emploi. Aujourd'hui, je travaille principalement avec le patronat et le syndicat.

Et sous quelle forme exercent-ils leur activité de lobbying ?

Il y en a plusieurs. L'activité la plus répandue et, à mon avis, la moins efficace est l'envoi de mail, et après il y a le contact physique. Pour moi, ma députée essaie de limiter le plus possible ces contacts avec le lobbyiste. Mais pour réussir à faire la part des choses et garder son indépendance, elle essaie d'avoir des contacts de temps en temps mais pas trop souvent. Moi, j'en ai un peu plus puisque je dois préparer les dossiers et travailler sur le fond, je vais donc les rencontrer physiquement. Il y a aussi l'organisation d'événements. Il y a deux types d'événements : ceux que les lobbyistes organisent tous seuls dans des hôtels (je n'y vais quasiment jamais car je trouve que ce n'est pas utile).

Donc tu es invité à ce genre d'événement mais tu n'y vas pas ?

Exactement, je n'aime pas ça et je trouve ça inutile. Et quand je sors du boulot, je n'ai pas envie d'aller faire du networking. Par contre, il y a aussi d'autres événements comme j'ai organisé récemment : une table ronde dans le parlement européen avec l'ETF qui est la European Transport Federation, donc les syndicats européens des transports routiers. Quand les syndicats veulent organiser des événements dans le parlement, ils sont obligés d'être parrainés par des députés, c'est pour ça qu'on l'a organisé avec eux. Il y avait deux députés PPE et deux socialistes et démocrates. Tous les quatre on a organisé cette conférence où le syndicat a pu venir s'exprimer et essayer de discuter avec les députés.

Il y a une troisième forme qui s'appelle les intergroupes. Ils se réunissent une ou deux fois par mois et traitent des sujets. Ils réservent une salle et des députés et des syndicalistes viennent pour échanger sur les sujets qui ont été prédéfini. C'est une sorte de groupement informel entre députés et syndicats. Cela existe pour pleins d'autres groupes comme l'intergroupe vins et spiritueux, ciel et espace. Si tu es à l'intérieur du parlement tu peux y assister, ce n'est pas fermé. C'est une forme de lobbying assez efficace.

Est-ce que cela fait partie de l'empreinte législative ?

Nous, sur le détachement des travailleurs, on a choisi de faire l'empreinte législative et l'intergroupe. Tous les syndicats qui y étaient présents étaient indiqués dans cette empreinte législative. Cette empreinte est obligatoire mais quand nous on l'a fait ce n'était pas encore obligatoire. On l'a fait car on n'avait rien à cacher. Il y a aussi les représentations permanentes des états membres, qui ne sont pas du lobbying mais importantes.

Mais ce n'est pas considéré comme du lobbying ?

Non, dans le registre de transparence ce n'est pas considéré comme du lobbying. C'est du lobbying au sens littéral car ils représentent leurs intérêts également.

À titre personnel, as-tu déjà eu à faire dans ta carrière à une pratique de lobbying qui ne réponde pas aux règles de transparence ?

Dans mon secteur non. On travaille avec des partenaires sociaux qui sont habitués à travailler avec des élus donc c'est assez rodé. Ils savent jusqu'où ils peuvent aller. J'ai subi des pressions mais jamais on ne m'a proposé des choses illégales.

Et les pressions étaient de quel genre ?

Des discussions un peu tendues, échanges de mail aussi car on n'était pas d'accord tout simplement. Ils essaient de faire prévaloir leur point de vue. Mais notre objectif est de ne pas rentrer dans leur jeu. Quand ils ont raison, ils ont raison mais nous on va essayer de garder nos distances pour leur dire.

Est-il déjà arrivé que même s'ils savaient qu'ils n'avaient pas raison dans leur raisonnement, ils utilisent des moyens comme des menaces ?

Pas vraiment des menaces mais eux leur objectif est de faire prévaloir leur point de vue, ce qui est fondamentalement différent de l'objectif d'un rapporteur. Le sien est de trouver un compromis qui puisse être majoritaire. Là déjà il y a une différence. Quand tu es rapporteur, tu es obligé de composer avec ces différents points de vue. Il y a donc des points de friction car tu ne peux pas satisfaire tout le monde. Quand quelqu'un sent que le rapporteur s'éloigne de son point de vue, il va aller voir d'autres députés et établir d'autres stratégies pour faire prévaloir son point de vue. Evidemment c'est sans nous le dire, mais nous on n'est pas dupe, on sait ce qu'il se passe. Mais ça ne me dérange pas.

Donc à titre personnel tu n'en as pas eu mais en as-tu déjà entendu parler autour de toi ?

Pas directement non, j'ai vu pleins de reportages donc il y a clairement des secteurs qui sont plus sensibles que d'autres mais moi directement non. Mais je ne dis pas que ça n'existe pas.

Comment la transparence du lobbying influe sur ta conception du lobbying que tu viens de me donner ?

Je trouve que le lobbying au niveau européen est assez exemplaire. En France, le lobbying n'est pas reconnu, il n'y a pas de registre de transparence, ce qui est pour moi primordial car au moins, grâce à lui, tu sais à qui tu parles et quels sont ses intérêts. Je trouve que c'est plutôt

positif. Il y a des abus mais il faut accroître la transparence d'un point de vue du lobbying car c'est nécessaire. Ce n'est pas de la diplomatie avec des états qui discutent entre eux et qui sont détenant du pouvoir public. Pour moi, c'est la condition sine qua non pour que le lobbying soit efficace et qu'il y ait le moins d'abus possible.

Donc pour toi la transparence a tendance à renforcer ou affaiblir le concept de lobbying en lui même ?

Plus il y aura de transparence, plus cela permettra au lobbying d'un peu redorer son blason. Mais je ne suis pas pour toute la transparence.

Quel est ton avis sur les normes de transparence actuellement ?

Moi je la trouve bien mais il ne faut pas aller trop loin non plus, il ne faut pas qu'elle gêne dans les négociations. Sur la question d'accord commerciaux, il faut qu'il y ait un peu de transparence. Mais mettre sur la table publique tous les documents de négociation est pour moi une erreur. Car dans une négociation, il y a tes intérêts et les intérêts des autres, donc si tu dévoiles aux autres tes intérêts et tes objectifs, tu es sûr que tu vas perdre. C'est un peu la même chose dans les trilogues. Beaucoup d'associations disent que les trilogues ne sont pas transparents mais dans la pratique, c'est un peu nécessaire ce côté discrétion. Ensuite, une fois que tout est acté, il faut que, bien sûr, le citoyen ait accès à tout. L'écu a un mandat pour négocier. Il est élu pour négocier. Transparence d'accord mais il ne faut pas que ça contrevienne à l'efficacité du processus législatif.

Dans ton travail ou dans celui du parlement européen, as-tu observé des changements que tu penses liés à l'évolution de la transparence du lobbying ?

Ça ne fait que trois ans que je suis au parlement mais je vois comment ça se passe en France sans registre de transparence et je vois en Belgique comment ça se passe avec. Je constate qu'il n'y a pas photo et qu'il en faut vraiment un et que ce soit réglementé. Mais de là à dire qu'il y a une évolution.

Mais il n'y a pas photo à quel niveau ?

Etant donné que ça se fait de manière plus transparente, il y a moins de suspicion d'être aliéné, que l'écu soit aliéné par des intérêts privés. Il faut qu'il y ait cette transparence sinon ça peut mener à des abus et à des rémunérations pour faire évoluer un texte dans tel sens ou dans l'autre.

Donc tu considères que la transparence permet aux membres du parlement européen de faire leur travail de manière plus efficace ?

Oui mais elle ne doit pas être poussée à son paroxysme. S'il y en a trop, tu ne fais pas bien ton travail. Il faut un bon équilibre. Quand il n'y en a pas ce n'est pas bon car l'écu peut être trop influençable. Et s'il y en a trop, le travail perd en efficacité.

De ce que je comprends, tu trouves que la législation actuelle est assez équilibrée ?

Je trouve que ça marche plutôt bien. Je trouve que l'empreinte législative est une bonne idée car je trouve cela normal que les citoyens sachent qu'un lobbyiste a été consulté.

Concrètement, y a-t-il d'autres aspects de la transparence qui facilitent ton travail et celui du parlement européen ?

La transparence pourrait rendre mon travail plus difficile car quand on me demande l'empreinte législative c'est vrai que ça demande du travail. Il faut tenir un registre de qui tu as vu, de leur position. C'est pour ça que trop de transparence peut être un obstacle au travail législatif. Il faut vraiment trouver un bon milieu.

De manière plus globale, est ce que tu penses que cette transparence a, au final, un impact sur le processus législatif communautaire ?

Je pense oui. C'est la question du contrôle démocratique. Je suis pour la démocratie, les élus mais c'est bien qu'il y a des moyens de contrôle démocratique pour que les citoyens soient tenus informés. Ils doivent savoir pourquoi tel élu pense ça, d'où ses idées viennent, comment il en est arrivé à cette conclusion. Ça participe aussi à la prise de conscience des citoyens car ils doivent pouvoir avoir accès à cette information. Cette transparence permet aussi à l'élu de se rendre compte qu'il a des comptes à rendre et de garder une certaine hauteur.

Tu penses donc que l'issue finale d'un processus décisionnel arrive à une décision qui peut être différente si le lobbying n'était pas transparent ?

Je n'en ai pas la preuve mais je pense que ça peut avoir une influence. Ce n'est pas de la transparence pour la transparence, ça a un impact sur le processus législatif en tant que tel. Sinon, elle ne serait pas intéressante. L'objectif est que ça ait un impact sur le produit final qu'est la loi. Mais encore une fois, ça peut ralentir le processus.

Cela a donc un impact sur la légitimité démocratique du processus, ce qui oblige les décideurs à parfois prendre des décisions qui sont meilleures que celles qu'ils prendraient s'il n'y avait pas cette transparence ?

Oui c'est un peu l'objectif de la transparence. Par exemple, grâce à la transparence et ces lobbyistes agréés, si un député ne dépose que des amendements proposés par un groupe d'intérêts X, il suffit que le groupe d'intérêts opposés Y les pointe du doigt publiquement. Il faut trouver un équilibre car il y a des groupes d'intérêts dont la position va être jugée la bonne. Ce n'est pas parce que c'est un groupe d'intérêts qu'ils ont d'office une mauvaise position. En cas d'abus, c'est plus facile de le démontrer.

Concernant le gain démocratique, ta position est assez claire mais est-ce que c'est aussi un gain d'efficacité sur le processus décisionnel ?

C'est assez relatif, c'est très compliqué. Ce n'est pas blanc ou noir. Ça peut aider oui dans l'efficacité mais aussi te plomber. C'est aussi difficile à prouver avec des arguments rationnels. Je pense qu'il y a un impact, mais c'est très difficile de le mesurer car il faudrait que tu puisses réussir à moduler le facteur transparence, ce qui est compliqué.

Au vu de tout ce que tu as raconté, est ce que tu comprends pourquoi est-ce que c'est le Parlement Européen qui est le plus avancé sur la question de la transparence puisque c'est le seul qui a rendu le registre obligatoire pour pouvoir accéder à ses locaux ?

Le Parlement Européen est pour moi une institution un peu à part. C'est la seule institution véritablement démocratique élue au suffrage universel direct. Les députés sont des représentants des citoyens mais ils ont des comptes à rendre. Tous les cinq ans, ils sont jugés sur leur efficacité. Pour permettre aux citoyens de juger de cette efficacité, il faut des outils. Cette transparence est importante pour permettre à ces citoyens de juger s'ils les ont bien représentés. C'est ce qui fait le plus sens dans le Parlement Européen.

Et que penses-tu du Conseil, qui est celui qui est le moins avancé car il a refusé de participer, par exemple, au registre commun du Parlement et de la Commission ?

On n'est pas sûr de la relation internationale mais plutôt de la diplomatie. Ce sont des représentants d'états qui discutent entre eux. Donc pour moi, il y a une différence. Il faut savoir faire la part des choses, tu ne peux pas appliquer les mêmes régimes au Parlement et au Conseil.

Le Conseil c'est de la relation intergouvernementale avec le secret d'état sur certains sujets, c'est pour ça qu'il faut manier la transparence avec un peu plus de touché.

Dans le cas du Conseil, cette transparence est-elle plus nocive pour l'issue finale de son travail que positive ? C'est pour ça que tu justifies le fait que le Conseil peut se permettre d'avoir une transparence qui est moins poussée que celle du Parlement ?

Oui c'est ce que je veux dire. C'est parce qu'elle a un impact qui peut être négatif sur l'issue de leurs travaux. Au Conseil, c'est assez normal que la transparence soit sacrifiée, parce qu'elle mettrait à mal le fonctionnement intergouvernemental de l'institution. Pour arriver à une fin acceptée par l'opinion publique, il faut parfois cacher les choses qui ne seraient pas acceptées si elles étaient entendues. Il faut passer par certains moyens pour arriver à une fin qui, elle, sera acceptée. Mais je ne dis pas que la fin justifie les moyens.

Le coté démocratique n'est donc pas spécialement synonyme d'efficacité politique dans le processus décisionnel ?

Oui et dans le résultat. Tout le sujet se trouve ici : est ce que tu privilégies les moyens ou la fin ? De plus, le Conseil peut assister aux réunions du Parlement Européen, mais le Parlement Européen ne peut pas assister à celles du Conseil. Déjà là, on voit une différence. Dans n'importe quelle réunion de Commission, il y a pleins de conseillers de RP. Il y a même des places attribuées au Conseil. Alors que dans un groupe de travail du Conseil, il y a juste la Commission mais le Parlement n'est pas présent.

Penses-tu que le lobbying doit encore évoluer ? Que penses-tu des propositions de certains acteurs de la société civile qui pense que le registre doit être obligatoire pour toutes les institutions, que les infos s'y trouvant soient plus poussées, plus précises ?

Moi je trouve que le registre est une très bonne chose car il permet d'identifier. Mais évidemment dans la limite du raisonnable.

Mais elle est où cette limite du raisonnable justement ?

Ça c'est justement aux politiques de la déterminer. Il y a un curseur qu'il faut placer.

Il y a aussi les engagements des membres du parlement européen sur leurs déclarations, là-dessus quelle est ta position ?

Ça c'est important car tout ce qui est politique contre les conflits d'intérêt pour les assistants ou les députés est pour moi primordial. Et ça, il faut que ce soit transparent. Pour ce qui est des questions de patrimoine, ça je suis un peu plus réservé. Mais pour ce qui est du CV et du député, de ses activités et de ses présences dans des conseils d'administration, il faut que ce soit transparent. Même si le député peut faire la part des choses, tu n'es jamais à l'abri d'un abus et il faut éviter ce genre de choses. C'est une des raisons de la perte de confiance des citoyens dans leur institution. C'est aussi une question que tu peux pousser à son paroxysme en te demandant si être élu ce n'est pas une profession, si être député européen ce n'est pas une profession en soi. Est-ce que tu peux efficacement être élu au parlement européen et exercer une autre profession à côté ? Il y en a qui y arrive très bien mais c'est toujours la question de la professionnalisation du politique. C'est un autre débat.

Sur cette question de la lutte contre les conflits d'intérêts, est ce que tu as la même position que pour ce qui est de la transparence dans les consultations dans le degré d'influence ? Est-ce qu'il y a aussi un curseur à placer ? Est-ce qu'au plus il y a de transparence, au mieux c'est ?

Je suis peut-être un peu plus radical dans ce cas-là car si tu n'as rien à cacher au niveau de tes activités professionnelles, tu peux le montrer. Mais sur la question des patrimoines, je suis plus

réticent car c'est plus personnel. Je ne suis pas sûr que ça aide au choix démocratique que telle personne a un million d'euros sur son compte en banque ou 40 000. Ce n'est pas un critère de sélection démocratique. C'est plus une question de respect de la vie privée, ce n'est pas les mêmes facteurs. Ici, il n'y a pas de curseur sur l'efficacité. Plus tu en sais sur les potentiels conflits d'intérêts, mieux c'est, tu limites les abus.

Entretiens n°2 : Frederico Oliveira Da Silva - BEUC

Ils ont beaucoup de statistiques. C'est ça la différence de lobbying par rapport à des gens qui ont beaucoup de ressources, ils peuvent faire beaucoup plus d'études, nous on ne peut pas. Eux ils font leurs propres études, les questions comme ils veulent et de la façon qu'ils veulent. Nous on ne peut pas car ça coûte beaucoup d'argent. C'est quelque chose qu'après il faut mettre dans tous les *position paper*, donc toutes les données qu'on utilise viennent de la Commission, des organisations publiques etc. Eux, ils utilisent un consultant privé à qui tu peux dire « faites-moi une étude comme ça mais je veux que les résultats soient comme ça ». Donc ils vont réaliser l'étude de manière à ce que les résultats soient comme ça. Et ça, ça coûte beaucoup d'argent.

Quelle conception avez-vous du lobbying ?

J'ai fait le droit et ensuite affaires publiques. Le lobbying est un concept intéressant et absolument nécessaire pour la société. C'est intéressant de voir la réaction des gens quand on leur dit qu'on est lobbyiste. En Espagne et au Portugal, on est presque des criminels. C'est absolument essentiel. Par exemple, dans une proposition qu'on vient d'avoir, un député avant d'écrire son rapport, il a entendu cent *stakeholders*. Est ce qu'on ne peut pas dire que ce député est beaucoup plus informé sur ce dossier car il a entendu cent personnes ? Bien sûr que oui, c'est essentiel pour moi, pour qu'un bon dossier puisse vraiment être *fair*.

Et quels sont, selon vous, les aspects négatifs du lobbying ?

C'est le fait qu'il y a peu de représentants des sociétés civiles. On est vraiment en inégalité. Comparez les membres de l'ACT et voyez les différences de budgets. Tous ces chiffres qu'ils présentent, ces études qu'ils font et événements qu'ils organisent. J'ai travaillé avant dans une consultance et maintenant je travaille dans une ONG. On essaie vraiment d'être transparent, on n'a pas d'agenda caché. On essaie de savoir ce que le consommateur aimerait. Eux, c'est plus du pouvoir. Le BEUC est très respecté malgré son manque de moyen. Parfois, on nous dit qu'on a pitié de nous parce qu'on est une ONG. Le gros point négatif c'est donc l'inégalité d'accès aux ressources et donc l'influence. On est quand même très influent mais avec des ressources limitées. On est sous-représentés.

Est-ce que vous considérez que vous avez toujours agis d'une manière éthique dans vos rapports avec les pouvoirs publics ?

Oui, transparent et éthique.

Est-ce que vous avez déjà dû faire face ou lutter contre des intérêts que vous considérez comme non-éthiques et non transparents ?

Je n'ai jamais assisté à rien concrètement. Par exemple la Première League dans ce dossier, ils sont plus cyniques mais ne sont pas éthiquement reprochable, c'est leur stratégie. Ils font du lobbying de façon un peu plus discrète. Mais par exemple, pourquoi est-ce que les cabinets d'avocats ne sont pas inscrits dans le registre de transparence ? Ce n'est pas normal pour moi. Sinon, je n'ai jamais assisté à rien. Après il y a des députés qui sont plus proches d'autres mais

je ne peux pas dire s'ils sont payés par ACT pour aller en voyage. Nous on ne fait pas ça, on est vraiment transparent sur nos comptes Twitter, sur notre site,...

Comment votre transparence influe sur votre conception du lobbying ?

Je pense que la transparence est essentielle pour que le lobbying soit *fair* et pour que ce point négatif, l'inégalité et la sous-représentation entre nous et les autres entreprises privées, devienne moins visible. Il y a une proposition maintenant de copyright où le rapporteur a publié le nom des cent organisations qu'il a consulté. C'est intéressant de voir que sur les 100, 90 étaient pour les intérêts privés, commerciaux et affaires publiques et nous on était 10. La transparence aide donc à mettre en évidence ce qui est évident.

Donc la transparence a eu un impact là-dessus ? Vous voyez cette différence ?

Oui, car les gens peuvent moins se cacher. La peur de la transparence, d'avoir ces opinions publiées, ça a pour conséquence qu'ils sont moins éthiquement reprochables. C'est un peu une conséquence naturelle. Si on a peur que les gens sachent ce qu'on fait, on va avoir un comportement différent. C'est un peu lié à l'*accountability*.

Est-ce que dans le fait, vous avez vu une différence que vous pensez liée à la transparence du lobbying ?

Le registre est vraiment très utile, quand je travaillais dans une agence de consultance et que je devais faire l'analyse des concurrents, il m'aidait à savoir dans quel dossier ils travaillent, le budget, etc. Mais nous sommes tellement transparents que tout le monde connaît notre budget. Il est important de savoir combien de personnes travaillent, qui est inscrit au parlement, quel est leur budget etc. Par exemple, ça nous permet de connaître la fréquence des réunions, ce qui est important pour les intérêts moins puissants car cela donne un moyen de pression pour accéder aussi à l'influence si c'est déséquilibré. Mais il n'y a pas que le registre, il y a aussi le site où on peut voir les réunions. Je trouve intéressant de voir combien de fois Google s'est réuni avec la Commission, par exemple. S'ils sont venus 10 fois les derniers mois, je vais aussi demander pour avoir une réunion. Les commissaires sont aussi obligés de publier tous leurs agendas, il est mis à jour chaque semaine environ. Il y a un site géré par une ONG qui comptabilise toutes ces réunions.

Donc la transparence est un bénéfice pour tout le monde, surtout pour nous.

Donc la transparence a un impact sur l'efficacité du processus décisionnel ?

Oui bien sûr. Dans le fait de savoir ce que les gens font etc. Par exemple, en termes généraux, on fait beaucoup mieux notre travail au Parlement qu'au Conseil. Pourquoi ? Parce que le Conseil n'est pas du tout transparent. Il est impossible de trouver des documents au Conseil. Mais au Parlement oui car ils publient les documents, tout est publique quasiment. On peut appeler les assistants des députés et leur demander quand se passe la réunion pour tel dossier. On peut faire beaucoup mieux notre travail au Parlement qu'au Conseil. Au Conseil, il faut vraiment avoir un bon contact qui défend notre position, ce qui n'est pas toujours le cas. Par exemple, la présidence Hollandaise est très transparente. Ils ont fait des efforts, donc normalement quand il y a une réunion de conseil, l'agenda est publié le jour-même. Pour les autres, c'est nous qui devons aller chercher les informations. Parfois la réunion est à 9h et ils publient l'agenda à 8h59, alors que c'est juste l'agenda, ce n'est pas leur position ! Il est donc clairement plus facile de faire du lobbying au Parlement qu'au Conseil. Je ne dis pas qu'on arrive pas à savoir ce qu'il se passe au Conseil car on y arrive mais on perd beaucoup plus de temps, car on doit chercher.

Pensez-vous que si la législation sur la transparence actuelle n'existait pas, vous n'auriez pas pu agir de cette manière-là dans le domaine du géoblocking ?

Non, nous n'avons pas accès aux discussions du Conseil alors que quand le Parlement adopte un *draft report*, après la discussion, on y a accès plus ou moins. Au Conseil, ils publient rien alors qu'il y a pleins de discussions entre temps et pleins d'échanges auxquels nous n'avons pas accès. C'est très difficile de pouvoir influencer cela quand on ne sait pas de quoi ils discutent concrètement. Au Parlement on sait très concrètement de quoi ils parlent.

Donc, selon vous, la régulation devrait encore évoluer du côté du Conseil ?

Oui, toujours plus.

Donc vous ne considérez pas qu'à un moment trop de transparence risque d'affecter l'efficacité de votre travail ?

Oui, je pense que le Parlement est un bon exemple pour le niveau de transparence. Si on prend Trilogue, ils ont très peu de transparence, personne ne sait ce qu'il s'y passe. Ils donnent la proposition, la proposition du Conseil, celle du Parlement et puis le texte final. Mais pourquoi ne peut-on pas y avoir accès ? Il devrait y avoir plus de transparence et qu'on puisse avoir accès aux vrais documents de temps en temps.

Et pour le Parlement, pensez-vous qu'il faut aller plus loin ?

Il y a beaucoup de différence entre les différents comités du Parlement. Par exemple, IMCO est très transparent. Chaque fois que j'ai besoin un peu d'informations, je leur envoie un mail et ils me répondent dans les jours qui suivent. Mais oui selon moi il faut aller plus loin. Il faut vérifier si les données sont vraies ou pas, avoir de vraies menaces de sanctions, divulguer les réunions des députés.

En termes d'efficacité dans votre travail, j'ai retenu deux points importants : premièrement en tant qu'ONG vous avez une plus grande accessibilité à l'influence et deuxièmement, que la position des autres *stakeholders* soit transparente vous permet de les prendre en considération et d'améliorer votre position par rapport à ça.

Oui c'est exactement ça. Je rajouterai que les sanctions sont importantes, que les gens aient peur de quelque chose. Et pourquoi ne pas divulguer les réunions des députés aussi, même au niveau plus bas de la Commission. Savoir qui rencontre qui est une information très importante, elle permet d'assurer un équilibre. C'est quelque chose qui fonctionne bien pour la Commission, alors il faudrait le faire aussi pour le Parlement.

Si on reprend l'exemple d'ACT, le fait que ce soit obligé qu'ils s'inscrivent au registre de transparence vous permet de mieux vous positionner ?

Ce n'est pas vraiment le registre de transparence car il est incomplet, ils ne publient rien sur le registre de transparence. Ce qu'ils publient c'est leur budget. Je ne peux pas obliger qu'ils publient. Concrètement, pour l'ONG ça n'a rien apporté, mais pour la consultance oui.

Ce n'est pas un peu paradoxal ?

Non, pour une ONG, le registre de transparence est moins utile, pas moins efficace mais moins utile. Qu'est-ce qu'il peut m'apporter ? Pas grand-chose si ce n'est le budget. Grâce au budget je peux dire telle personne a augmenté son budget d'autant pendant que cette proposition était en cours par exemple. Mais je suis au BEUC depuis un an et cinq mois, et j'ai utilisé le registre environ cinq fois.

Le budget peut être un argument important ?

Oui, c'est important. Je ne dis pas que le registre est inutile, je suis tout à fait pour le registre mais, par rapport à mon ancien boulot il est moins utile, alors que dans mon ancien boulot, je l'utilisais souvent car on devait souvent faire des études, pour présenter l'entreprise et réaliser un pitch. Le registre de transparence était complémentaire au site. Si on essaie de vendre nos services, le registre de transparence est très utile, il nous apporte plus d'informations que leur site et nous permet d'identifier leurs besoins. Je trouve même qu'on devrait rajouter les réunions des associations avec les députés.

Donc d'un point de vue d'un cabinet d'avocat ou de consultance privé, on peut tirer profit du registre de transparence pour apparaître plus compétent chez des potentiels clients ?

Oui exactement, c'est pour ça que j'utilisais beaucoup plus le registre de transparence avant. Donc c'est paradoxal car il m'était plus utile quand je représentais des intérêts privés.

Le plus important ce serait les réunions pour voir quel député est en train d'être d'influencé. Si le rapporteur a vu ACT 20 fois et le BEUC 1 fois, on sait qu'il y a quelque chose qui se passe. Il a donc du potentiel mais c'est incomplet. C'est donc paradoxal car il m'était plus utile avant. Pour qu'il me soit plus utile maintenant il faudrait rajouter les réunions et la date.

Notre domaine ce sont vraiment les consommateurs, c'est se mettre à la place du consommateur pour savoir ce qu'il veut et représenter ses intérêts. On essaie vraiment d'être transparent à tous les niveaux. Nous n'avons pas d'ennemis.

Qu'est-ce qu'apporte alors concrètement la transparence ?

La transparence apporte beaucoup. Et un exemple concret c'est le Parlement et le Conseil. On est beaucoup plus efficace avec le travail qu'on fait au Parlement, c'est plus facile.

Mais ça c'est plus la transparence du fonctionnement propre de l'institution, et concernant la transparence du lobbying ?

Nous nous sommes transparent, nous n'avons rien à cacher et nous aimerions que tout le monde soit comme nous. On s'en fout un peu de ce qu'ACT publie.

Si on imagine que le registre de transparence n'existe pas dans votre travail sur le géoblocking, est ce que cela change quelque chose dans la manière dont les négociations se déroulent ?

Non absolument pas, rien du tout.

Pour résumé, la transparence du lobbying est donc un gain de légitimité démocratique mais pas un gain d'efficacité du processus décisionnel ?

Tel qu'il est oui, avec quelques améliorations cela pourrait être différent.

Sur une échelle de 1 à 10, comment la décision finale est impactée par le registre de transparence ?

0

Entretien n°3 : Lora Verheecke – Corporate Europe Observatory

Quelle est votre perception du lobbying ?

Selon moi, ce n'est pas quelque chose de forcément négatif mais pour moi il devient négatif quand il remplace le débat démocratique, c'est à dire quand il n'y a plus une opinion publique, comme les journaux, les médias, qui pèse et que, finalement, il n'y a plus que le lobbying face au décideur politique. Alors il n'y a plus de débat politique. Il est là le problème avec le

lobbying. Quand on a qu'un très fort lobbying comme maintenant, on a un débat très limité et les alternatives sont vues comme radicales alors que la plupart du temps elles ne le sont pas. On a des personnes comme des gens de la Commission qui refuse de discuter avec d'autres qui n'ont pas le même avis. Finalement ça devient très homogène et c'est un souci pour la démocratie car si les débats sont homogénéifiés...

Considérez-vous aussi qu'il a un aspect positif dans la démocratie ?

Oui car un décideur politique n'est pas au courant de tout ce qu'il se passe au niveau européen. Il a besoin de connaître comment est le marché, comment fonctionne les entreprises et son impact sur les entreprises. Les organisations environnementales, les consommateurs et les entreprises sont là pour informer. Le problème c'est quand elles font plus qu'informer et qu'elles prennent toute la place et qu'elles envahissent le débat.

En tant que membre du CEO, vous considérez-vous comme une lobbyiste ?

Oui, on est enregistré dans le registre de transparence. Je dois faire entre 20 et 30% de lobbying. Je rencontre des députés européens, j'accepte de parler dans des débats publics, je dois donc faire du lobbying.

De quelle manière faites-vous du lobbying ? Quelles sont les méthodes que vous utilisez ?

On fait du lobbying quand on envoie un rapport à un député européen, quand on va chercher à le rencontrer ou quand on va parler au Parlement Européen. On fait très peu de lobbying envers la Commission. On a été très rarement à la Commission.

Y-a-t-il une raison à cela ?

C'est plus difficile de rencontrer la Commission. De plus, on a une attitude plutôt proactive donc on va répondre positivement à toute invitation mais on ne va pas spontanément aller voir la Commission. Par contre, au Parlement, on va plus proactivement voir les députés européens.

À partir de quel moment considérez-vous que le comportement d'un lobbyiste n'est plus éthique ?

Quand il n'est pas transparent, quand on ne sait pas pour qui travaille le lobbyiste, quand les arguments avancés ne sont pas toujours vrais. C'est principalement le mensonge et la transparence.

Par manque de transparence vous entendez les gens qui ne respectent la législation actuelle sur la transparence ?

Oui, les gens qui ne s'enregistrent pas, qui ne disent pas pour qui ils travaillent, qui vont faire du lobbying sans ne jamais vraiment dévoiler les intérêts. C'est dangereux car la personne en face peut croire que le message diffusé est sans intérêt alors qu'il l'est. Ils n'agissent pas illégalement mais ils vendent le secret à leurs clients donc ils perdurent une culture du secret qui pose soucis. Je connais un lobbyiste qui détient son cabinet, il est enregistré sur le registre de transparence. Il y a peu de temps il m'a dit qu'une entreprise était venue le voir pour un cas de *dumping* mais qu'elle hésitait avec un autre cabinet non enregistré. Finalement l'entreprise a choisi l'autre cabinet non enregistré. Donc cette entreprise voit le fait de ne pas être transparent comme un atout de meilleur lobbying. Et de fait, c'est un meilleur lobbying car c'est un lobbying que personne ne regardera, où aucun journaliste ne fera de scandale. On a plus de chance de pouvoir faire passer son message sans que personne ne regarde.

Dans ces cas-là, ne peut-on pas considérer que le fait d'être transparent et d'être inscrit au registre de transparence est une sorte d'argument de vente pour les entreprises ?

Oui, après cela dépend aussi des clients, du sujet car il y a des sujets plus sensibles que d'autres. Ici par exemple, c'est quelqu'un d'externe à l'UE qui va essayer de faire valoir les intérêts d'une entreprise extérieure, donc il va chercher à ce que ça ne se sache pas trop car il y a aussi le côté politique étrangère. Le souci c'est que, si on parle juste en termes de marché d'économie, ça crée un marché qui n'est pas au même niveau pour tous. Dans le marché du lobbying, certains se sont enregistré car cela les avantage mais pour d'autres, ça ne les avantage pas. Pour qu'il y ait un marché juste, il faudrait que tout le monde soit au même niveau, donc que ce soit obligatoire.

Dans vos démarches de lobbyiste, vous faites valoir certains intérêts. Cela vous est déjà arrivé de devoir lutter contre des intérêts qui eux n'agissaient pas selon les règles de la transparence ?

Il y a un traitement inéquitable quand il y a des débats sur un sujet sur lequel beaucoup d'organisations de la société civile travaillent et que le débat est juste organisé avec la Commission et le secteur privé. Le problème vient du fait que la Commission peut organiser le débat plus ou moins comme elle veut et qu'il y a un manque de réel débat public. Ce sont des thèmes sur lesquels on a une certaine expertise et on n'a pas le droit de parler. Ça été le cas longtemps sur TTIP où, dans les événements, il n'y avait que les entreprises, la Commission et c'est tout. Donc ce n'est pas équitable dans le sens où il y a une expertise en face de la société civile qui n'est pas reconnue et c'est un souci. Les entreprises font souvent du lobbying de façon équitable car elles ont un nom et une réputation à garder. Ce sont plus les agences de lobbying qui sont sous-contractées par leur client qui, elles, ne sont pas tout à fait éthiques. C'est le cas notamment de l'Alliance pour le commerce responsable. Le site internet a été créé par la Confédération suédoise des entreprises qui a embauché le cabinet Krab Andersen pour faire un site internet qui fait la promotion du TTIP. Et ça, sur le site internet, ce n'est pas clair que derrière ça, ce sont des entreprises qui sont regroupées pour faire la promotion du TTIP. Ce n'est pas totalement juste car pendant longtemps, lorsqu'on faisait une recherche sur Google, on tapait TTIP et c'était la première chose qui venait. En fait, ils avaient payé pour être le premier résultat dans la recherche Google et qui, en plus, était créé par des entreprises. Donc là, ce n'est pas tout à fait éthique car une information qui se vend comme objective ne l'est pas et on n'informe pas le lecteur d'où vient vraiment l'information.

Dans ce genre de situation, vous réagissez comment au CEO ?

La seule chose qu'on puisse faire quand on estime que des choses ne sont pas éthiques, comme les groupes d'experts, c'est voir la médiatrice de l'UE qui est chargée de faire respecter les règles. Donc si des règles ne sont pas respectées, on va en général faire une requête auprès de la médiatrice qui après poursuit, ou ne poursuit pas et en tire ses propres conclusions.

En général, ça porte ses fruits ?

Le médiateur précédent n'était pas aussi actif que la médiatrice qu'on a maintenant. Elle est très active, met des recommandations assez fortes et n'a pas peur du conflit politique. Mais après ce ne sont que des recommandations, il n'y a pas de sanctions. C'est vraiment un souci, il n'y a pas de droit administratif européen, donc si les règles administratives ne sont pas respectées, la médiatrice ne peut faire que des recommandations. À l'inverse d'autres pays comme la Suède où si on demande un document officiel et qu'au bout de 48h on ne l'a pas, on peut aller voir un juge administratif qui là, met des sanctions. On n'a pas ce recours dans les tribunaux, donc on a pas autant de force qu'on pourrait avoir pour faire appliquer les règles.

Comment jugez-vous les normes de transparence actuelles ?

Pas suffisante, car rien que le fait qu'on ne connaisse pas le nom du lobbyiste ou les intérêts qu'il représente est un souci. Le fait qu'il y a beaucoup de cas qui ne sont pas sanctionnés. Par exemple, Goldman Sachs a dit qu'il dépensait 50 mille euros dans le registre de transparence. Finalement, après qu'on ait introduit une plainte, il a avoué qu'il dépensait 300 mille. Ce qui manque réellement, c'est une volonté de politique de transparence. Le dernier commissaire à l'administration estonien avait lui-même essayé de rendre le registre obligatoire et il n'a pas réussi. Donc même un commissaire qui cherche à le faire n'y arrive pas, c'est qu'il y a un gros lobby des lobbies qui est capable de faire reculer beaucoup de potentielles avancées sur la transparence. Il y a un secteur des lobbying très bien organisé et très puissant qui pose souci car au final c'est aussi dans l'intérêt de la démocratie et des citoyens d'être au courant de ce qui se passe à Bruxelles. C'est d'autant plus important que Bruxelles est éloigné de la plupart des citoyens et que la plupart des citoyens ne comprennent pas ce qui se passe à Bruxelles. Ils ont donc une double obligation d'être plus transparent car ils sont encore plus éloignés de la réalité du quotidien de la plupart des européens.

Mais il y a quand même eu quelques avancées ?

Oui c'est chouette que l'on puisse voir l'agenda des commissaires, voir qui ils rencontrent etc. Mais par rapport à ce qu'il se passe à Washington c'est très peu et par rapport aux demandes de transparence qui sont faites depuis des années, ce n'est pas suffisant.

Dans votre travail de lobbyiste du CEO, avez-vous observé des changements que vous pensez liés à l'évolution de la législation sur la transparence du lobbying ?

Peut-être que le plus gros changement est le fait qu'il soit devenu un sujet de discussion. C'est un sujet que s'approprient beaucoup de députés européens et que finalement, on cautionne moins le besoin de transparence qu'avant. Les entreprises ne disent plus ouvertement qu'elles ne sont pas pour la transparence, donc c'est devenu politiquement difficile d'être contre la transparence et ça c'est une avancée. Maintenant, il reste à mettre tout cela en place et ça c'est plus difficile. Il y a des gros trous noirs comme le Conseil Européen, c'est impossible de savoir ce qui se passe au Conseil.

Votre travail de lobbyiste même est-il impacté par la législation sur la transparence ?

Nous on a toujours été transparent, remplis le registre etc. donc ça ne change pas grand-chose pour nous.

Est-ce que vous considérez que la législation actuelle sur la transparence a un impact sur le processus décisionnel, sur l'issue finale ?

Elle a un impact positif car ça renforce le pouvoir de la société civile de regarder ce qui se passe. Et ça renforce aussi le pouvoir du parlement de savoir ce qui se passe au niveau de la Commission et de voir les intérêts. L'impact négatif que ça a c'est que des parties décisionnelles sont repoussées dans des endroits moins transparents, comme la comitologie. On va voir de plus en plus de décisions qui, maintenant, passent par la comitologie parce que c'est une échappatoire à la transparence. On a de plus en plus recourt à ces endroits-là. Il faut savoir aussi que le manque de transparence aide la Commission dans le sens où ça lui permet, à huit-clos, de très vite comprendre là où il y a des blocages au niveau des entreprises et des états membres. En comprenant ces blocages-là, ils se focalisent dessus pour essayer de diminuer les compromis et faire passer la loi plus vite. Le manque de transparence au niveau du Trilogue permet de vite identifier les points de blocage entre industriel et états membres et donc de faire avancer les choses plus vite. La transparence peut amener à plus de débat démocratique et donc à un retard. La Commission est toujours en train d'essayer de justifier son pouvoir législatif et de lutter

contre cette critique qui est récurrente que les lois prennent trop longtemps à être votée en Europe. La Commission essaye de limiter la transparence pour maintenir son efficacité.

Vous considérez cet argument valable ?

Oui, mais après il faut savoir comment la transparence est utilisée. Parfois, un dossier va être médiatisé et donc rendu transparent ou fuité parce qu'une entreprise aura essayé de faire du lobbying et n'aura pas obtenu ce qu'elle voulait, elle va donc créer la controverse et ouvrir le débat au niveau politique et public pour essayer de gagner. Il y a donc un besoin de règles. En ayant des règles de transparence, on peut être sûr qu'elle n'est pas utilisée à un moment de façon politique. On a la transparence du processus et pas juste la transparence du sujet quand il y a des intérêts. La transparence veut aussi dire que plus d'intérêts vont venir s'asseoir à la table de négociation, par exemple sur le commerce. Ça veut donc dire qu'il faut intégrer plus de points de vue, qui sont parfois contradictoires, ce qui met plus de temps à trouver un consensus. Ça va mettre du temps de mettre 27 pays d'accord, surtout au vu de la diversité des pays. Il y a toujours un compromis à faire entre démocratie et efficacité. Le manque de transparence joue à long terme contre l'UE, contre le Brexit, ça joue aussi pour les populistes qui, sur le long terme, vont réussir à délégitimer l'Europe parce que l'Europe ne se rendra pas plus démocratique ou plus transparente.

Vous partagez donc aussi l'avis qu'un compromis est nécessaire ?

Oui bien sûr, un compromis doit avoir lieu. Si on comparait les négociations sur le climat au niveau des accords internationaux sur le climat et des accords de commerce, les accords de commerce sont négociés par des gens qui ne sont pas élus, qui ne représentent personne et qui n'ont pas de poids politique. Il y a donc vraiment un problème de transparence. Les soucis avec la Commission c'est que comme ce ne sont pas des personnes élues qui décrivent les lois, il y a cette méfiance envers des personnes envers qui on estime qu'on doit moins rendre des comptes. Il y a cette nécessité de transparence puisque ce sont des personnes qui ne sont pas élues. Une personne élue va devoir faire campagne à un moment et prouver ce qu'elle a fait, et rendre des comptes.

C'est donc dans la structure même du fonctionnement des institutions ?

Oui, le Parlement n'a pas initiative de loi. Dans des cas extrêmes comme ce qu'il s'est passé en Grèce, le Parlement a eu très peu de pouvoir. Ce sont les autres institutions qui ont décidé très vite. Il y a encore des trous noirs sur certaines politiques où il n'y a pas assez de contrôle parlementaire.

Pourriez-vous exprimer ce compromis plus précisément ? Avez-vous une idée d'où il se situe ?

Il se situe beaucoup par exemple au niveau des groupes d'experts où on va voir qu'être en entre-soi c'est être capable de juger des rapports de force et être très vite capable d'éloigner les sujets qui vont être trop difficiles ou trop tendus. On voulait rentrer dans le domaine de la technicité pour qu'il soit réapproprié par des agences par exemple. Les agences de l'Europe vont finalement prendre des sujets politiques et les rendre techniques pour essayer de les faire passer plus facilement. C'est donc efficace dans le sens où en maintenant les rapports de force dès le début, on fait en sorte que les choses passent plus vite certes, mais on « technicifie » des problèmes qui sont politiques et qui, au niveau national, ne passeraient jamais comme ça. Au niveau national, ce sont des sujets sur lesquels les gens s'accordent. C'est peut-être aussi une question de structure de l'UE, la Commission se sent obligée d'être efficace. Si on avait des

parlementaires qui devaient débattre d'un sujet compliqué avec un réel débat public et où tous les rapports de force seraient vus et une majorité qui prendrait la décision, ce serait mieux. Là, la Commission prend le consensus pour en faire une loi mais qui n'a pas débattu. La voix des citoyens n'a pas été écoutée.

Considérez-vous quand même que le processus décisionnel au niveau national est moins gangrené que le processus décisionnel au niveau européen ?

Oui tout à fait, car au niveau national la plupart des belges savent qui est leur ministre des affaires étrangères et leur ministre de la santé, mais ils ne savent pas qui est leur commissaire belge à l'Europe. Il n'y a pas de contre-pouvoir, les médias ne regardent pas. Il y a donc une homogénéisation du débat.

Mais est-ce que c'est lié à la transparence du lobbying en lui-même ?

Non mais c'est indirectement lié car les lobbies ont réussi à accaparer le débat et faire en sorte que ce soit leur vision des choses qui prime dans les débats politiques. S'ils étaient plus transparents, on verrait bien plus qui essaie d'accaparer le discours du débat politique. Plus que la transparence, c'est aussi une question structurelle. Les ONG n'ont pas de soutien du public car il n'y a pas vraiment de société civile européenne. Les syndicats européens c'est un amalgame de syndicats nationaux.

Mais quand on parle de ça, on ne parle pas vraiment de transparence ?

Oui, le problème n'est pas uniquement la transparence. Le secteur privé est le secteur le plus européenisé, plus que la société civile.

Qu'est-ce qui serait plus important selon vous : que le lobbying soit transparent ou que la société civile soit européenne, quitte à ce que le lobbying reste assez opaque ?

Les deux. Si la société civile devait être européenne, il y aurait besoin de la transparence du lobbying pour comprendre exactement les enjeux européens. Ça donnerait vraiment une idée de qui cherche à avoir quoi et une vraie vision de pourquoi, par exemple, on n'a pas eu la directive sur le sac plastique. C'est un moyen, ce n'est pas une fin en soi, c'est un moyen vers un débat démocratique réel. Il faut un lobbying transparent, un parlement plus fort et une société civile réellement européenne.

Il y a donc deux grands axes pour améliorer la façon dont le débat démocratique est organisé en Europe. Pour l'instant, la société civile n'est pas au rendez-vous mais est-ce que la transparence du lobbying pourrait suffire à elle seule ?

Ça ne vaut pas quelque chose tout seul mais il faut qu'il soit accompagné d'autres choses. Le cas de Barroso est intéressant. Quand on a commencé à parler de Barroso parce qu'il était parti chez Goldman Sachs, le débat a été repris par les médias et a fini par faire un scandale et ça a amené à ce que le comité éthique se pose des questions. Quand on fait ça, la société civile, grâce à la transparence, met un sujet dans le débat médiatique, ouvert et public. La transparence est un moyen pour nous de dénoncer tout ce qui ne va pas en Europe.

Mais s'il n'y a pas cette société civile ?

Alors ça ne sert à rien. S'il n'y a pas les journalistes pour prouver ce qu'on dit, alors ça ne sert à rien. On peut faire des affirmations là-dessus que si on a les preuves pour le faire, et pour le faire il faut avoir un lobbying transparent.

Est-ce que vous considérez que les décisions politiques qui sont prises au niveau national sont meilleures que celles qui sont prises au niveau européen ?

Cela dépend des états membres. Il y a toute une culture au niveau de l'Europe de l'Est qui est moins transparente. Il y a des cultures politiques comme les scandinaves qui sont beaucoup plus transparentes et où les décisions sont meilleures. C'est politique mais aussi culturel. Les scandinaves n'accepteraient pas le taux de corruption qu'on a en France.

Vous parliez de la nécessité d'avoir un débat civil, mais est-ce que pour autant, le résultat final est meilleur et plus efficace ?

Ce sera meilleur pour les entreprises ou les citoyens mais après, ce qui compte pour nous c'est le fait qu'il y ait un débat public où l'on ait accès à toutes les données afin de prendre une décision. Après, que la décision soit bonne ou pas, c'est au député à juger de l'intérêt public avec toutes les informations à sa portée.

Donc vous considérez qu'en France, un lobbyiste est moins influent qu'au niveau de l'UE ?

Sur certains sujets oui beaucoup moins car il est beaucoup plus exposé au regard public et médiatique.

Avez-vous un exemple concret ?

Ça dépend des secteurs car dans certains secteurs où les lobbies français sont très puissants, on va avoir des lois en France qui sont plus proches des lobbies. Comme la banque, l'énergie, etc. ce sont des secteurs où le lobbying est plus efficace.

Mais pour donner un exemple concret, en France et en Belgique, on a interdit un perturbateur endocrinien qui se trouve dans les bouteilles d'eau. On a réussi car la France n'est pas un gros producteur de produits chimiques, donc le lobbying n'est pas très important dans l'industrie chimique. En Europe on n'arrive pas à l'interdire car il y a un lobbying de l'Allemagne et du Royaume Uni qui ont des entreprises chimiques importantes.

Donc là où il y a du lobbying, c'est le lobbying qui l'emporte ?

Ça dépend du poids du lobbying. Il y a deux choses dans le lobbying : le poids donc le nombre d'argent, d'investissements et d'emplois qu'il représente et ensuite l'organisation, donc si le lobbying est bien fait. Il y a des lobbyings qui peuvent être très puissants mais mal organisés.

Et la transparence peut jouer un rôle là-dedans ?

Elle peut aider l'adversaire à montrer les tactiques, à voir qui dit quoi pour déterminer si une étude est objective ou non. Il y a donc moyen de contrecarrer les arguments de lobbyistes. Ce n'est pas possible s'il n'y a pas de transparence. On peut influencer sur la décision du décideur public en lui rappelant ses arguments. Nos arguments ne sont pas plus écoutés mais le poids du lobbyiste va être amoindri car la transparence va révéler quels sont les intérêts derrière.

Vous avez parlé plusieurs fois de Washington, est-ce un exemple à suivre au niveau de la transparence ?

Oui car il y a eu des gros scandales et le système juridique américain fait que les scandales amènent à des sanctions, qui après amènent à des changements politiques. De plus, les campagnes politiques en Europe sont financées par les pouvoirs publics. Un député européen n'a donc pas besoin d'aller chercher de l'argent auprès des entreprises, c'est une grosse différence avec Washington. Donc les lobbyistes doivent s'enregistrer et publier les contrats qu'ils ont avec les gouvernements étrangers, ce qui est une bonne chose pour l'Europe.

Dans l'état actuel des choses, pensez-vous que ça a un impact sur la décision finale du décideur public ? Sur une échelle de 1 à 10, à quel point le registre impacte l'issue finale du processus législatif ?

Je dirais 6. La législation sur la transparence, le fait qu'elle est là va empêcher certains lobbyistes de faire des choses car ils savent qu'ils vont avoir une sanction ou que ça va se retourner contre eux. Si la législation n'est pas là, cela pousse à aller plus loin dans des choses qui ne sont pas très légales car il n'y a pas de sanction derrière.

Le Conseil est l'institution la plus réticente pour la transparence, avez-vous une explication ?

Le fait qu'ils représentent les intérêts nationaux et que, de ce fait, ils soient régis par des lois nationales. Ils n'ont pas envie de passer sous un code de conduite européen. Ce sont surtout les représentations permanentes qui vont au Conseil et ce sont des représentations diplomatiques, elles sont donc habituées aux règles diplomatiques où à l'étranger, elles sont encore sous les règles diplomatiques nationales. Il y a donc toute une culture de la diplomatie où les gens estiment devoir représenter leurs propres intérêts et pas le droit européen. Le Conseil c'est aussi le seul endroit où les intérêts des états membres nationaux sont représentés. Le Conseil est donc réticent à devenir un endroit régis par le droit européen. C'est utiliser politiquement afin de faire passer des lois qui ne sont pas populaires au niveau national. C'est donc assez pratique pour les politiques que ce ne soit pas transparent.

Pourquoi, selon vous, est-ce que c'est le Parlement l'institution la plus avancée ?

À la Commission, les gens restent souvent très longtemps, ce qui fait qu'ils comprennent comment fonctionne le lobbyiste, qu'ils savent qui est qui et qu'ils ont cette connaissance qui vient de l'expérience. Un parlementaire européen vient à Bruxelles que pour 5 ans, dès le début il a besoin de savoir très vite de qui il parle. Il y a donc un intérêt à cette transparence car il a intérêt à savoir qui est le lobbyiste. Cette transparence l'aide.

Avez-vous déjà eu des retours de parlementaires qui ont dit que cette transparence leur était utile ?

Oui bien sûr, parce qu'ils ont besoin d'une information précise, de savoir à qui s'adresser. Ça leur permet donc d'avoir un état des lieux des acteurs sur leur sujet et de choisir à qui ils vont parler afin d'avoir une attitude proactive par rapport au lobbying.

Dans quel sens pensez-vous que la régulation du lobbying doit évoluer ?

On voudrait que le registre soit obligatoire, que les députés européens publient tous leurs rendez-vous externes, ainsi que la Commission et à tous les niveaux. Et surtout, nous voudrions un droit administratif. Un citoyen européen a le droit de demander des documents officiels et la Commission a 15 jours pour répondre. Mais si elle ne répond pas, il faudrait que le citoyen ait un moyen de faire pression. Il faut plus de règles et faire en sorte que les règles soient respectées, donc il faut des sanctions. Le fait d'avoir des sanctions changent le rapport de force car on peut menacer d'aller en justice. Ce n'est pas un manque de confiance, c'est juste que beaucoup de règles ne sont pas respectées. Si une administration plus simple comme celle de l'Europe n'a pas de compte à rendre car il n'y a pas d'élections, il faut qu'elle ait des comptes à rendre à quelqu'un.

C'est aussi pour des raisons économiques qu'il faut être plus transparent car c'est un marché. Si on parle de transparence pour un journaliste ou pour une organisation comme nous qui est plus transversale, il y a clairement un intérêt pour nous. Voir qui domine, quel domaine est important. Au BEUC, il y a aussi un intérêt à la transparence avec les nouvelles organisations de consommateurs, car il y a de la compétition au niveau des consommateurs.

Est-ce un gain démocratique selon vous ?

C'est un gain démocratique qui ne change pas vraiment sur le court terme mais je pense que ça va réellement changer quelque chose à long terme. Car ce manque de transparence, qui est un manque démocratique, a mis de l'huile sur le feu anti-européen. Et je pense qu'à long terme ça va retomber contre l'UE.

Donc selon vous, la transparence aide plutôt à sauver le projet européen qu'à impacter le processus décisionnel ?

Ça le sauverait car ça le rendrait plus facile à comprendre et donc moins suspicieux. Le souci dans le manque de transparence c'est que quand ce n'est pas transparent, les gens imaginent qu'ils ont quelque chose à cacher, ça fait élever des soupçons sur des choses primaires qui amènent à des réactions primaires de peur, d'exclusion. Avec de la transparence, on peut calmer ces instincts primaires et arriver dans un débat démocratique informé où les deux côtés ont des arguments pour faire un débat public argumenté. Cette suspicion mène à des débats hyper polarisés et pas du tout fructueux. Avec le TTIP, le fait qu'on ait pas vu les textes a mené à un camp pour et camp contre et avec aucun dialogue et aucun moyen de trouver un juste milieu, et ça c'est dangereux. Le manque de transparence est aussi un moyen parmi d'autres, il faudrait plus d'éducation sur l'UE et un parlement plus fort. Il y a deux étapes pour la production d'information : la production d'actualité avec les journalistes et le côté académique et universitaire. Cela permet donc la production d'un débat beaucoup plus informé. Le Brexit est clairement l'image du manque d'information et de transparence.

Entretien n°4 : Luca Cassetti – Ecommerce

For beginning, what's your general opinion about lobbying?

I followed a course where they said that lobbying is a necessity and I finally agree with that. But the problem that we have in Italy and in France is that if you say that you're a lobbyist, you're a sort of "*mafioso*", something not very transparent. There is a problem in what people think lobbying is and how lobbying works. When you are a member of the European Parliament and you have to deal with so many different subjects, you cannot be an expert on everything, so you need associations like E Commerce Europe, BEUC, you need experts on specific issues that can fill the gaps that you have in your knowledges and background. My opinion in lobbying is quite positive because I see the necessary link between the citizens and the policy makers. What you do at a European level with legislation has always an impact at a national level. You really need lobbying in order to make sure that the laws that you are doing here in Brussels are good.

So, lobbying is a way to make a better regulation?

Exactly, the new approach of the European Commission has to take account of lobbying activities. You have a lot of public consultations on many different topics and you have to prioritize, some are more important. Thus, you need lobbying to create better regulation.

Are there some negative aspects?

Sometimes, when we try to develop a common position and presented to the European policy makers, you always have to be careful that you are not seen as the evil industry going against the consumers. The negative part is that sometimes lobbying is not very well seen. Maybe there are also bad practicing of lobbying. Personally, I never had this kind of experience.

So, you think the reason why lobbying is not very popular is because some of the lobbyist are not acting in the right way?

It could be, but not for our sector. It depends also on the interests you are defending. If you defend e-commerce it's something, if you defend another industry it's different. There is also a lack of information.

Which type of technique do you use? What are the procedures?

We have two different levels: the European level and the national level. What we develop at European level is always something that can be used at national level. One of the first technique that we use is to create the position paper. The proposition on geoblocking was supposed to be published in May 2016 so even before May 2016 we tried to anticipate the issues around regulations on geoblocking and we wrote a short position paper. What we normally do is send it to the Council and we try to guess which one will be in the lead. They already had an idea of the position. What we have done at European level is to send this paper to all this associations and asked them to translate it. We approach the European Commission, especially before the publication of the proposition. We work with the three institution and the level of knowledge can vary. Commission is very high level because they are really expert. The same in the permanent representation but when it comes to the European Parliament, sometimes it is a little bit more difficult. It's difficult to cover all the topics you have to deal with. If you are in the Commission or in the Council, you have specific topics you have to cover. So, it takes more time with the European Parliament and then it depends on the political groups you belong. If you're from socialist or democrat you are more pro-consumers. But we try to speak with everybody and have meeting.

So, the first step is to develop your position together with your members, and then you send it to the policy makers and then you have meetings with all of them. So that's the first way of doing lobbying in my opinion.

And all these meetings and so on are always made in an ethical way?

I would say that the two most transparent institutions are the Parliament and the Commission. You need to be register to access. They publish the associations that are very active or those who went X times to the EP. The Council is also quite transparent. We also try to obtain as much information as we can because the more we know, the better it is. But if something is sensitive, they avoid answering the questions.

That's about their own way to do the things but about your activities, it is really transparent for any citizens to understand what E commerce is doing?

Everything that we do is more or less published in our website and accessible to everybody. Every position that we develop is available on the website. It can happen that we have to send letters to commissioners that are a bit more sensitive. But every single document that we produced is done in an ethical way. It has to be done in an ethical way because there is no other way to do it in my opinion.

So, the interest to do it in a transparent way is something that is logical and not really coming from the legislation of the transparency? Do you think that without the legislation you will be transparent in the same way?

Yes, but I agree on the fact that you need some framework, so transparency register is fine. We use it mainly when we go to see the EP. When you go to the Commission, you don't need to be register, it depends. The fact that you are register gives you more access because you also give more safe cards to the institution you are acting in. It's a win-win situation.

So, you can say that the transparency make the concept of lobbying stronger?

In my opinion yes.

And about the current rules about transparency, what are your opinion? Are they sufficient? Useless?

I'm not an expert. It can be annoying because sometimes you have a long queue at the EP because you activate you badge. I don't know if there is a need of reforming transparency. I think for the EP it's fine. But we have a problem with the Council because the documents we try to access from the Council, we are denied. They are not transparent at all. You need to know somebody in order to get some information. It's not very transparent. So, if we are talking about transparency of the Council towards stakeholders or representative of stakeholders, then I think there is a need of improvement. But on the other side I also understand they want to keep this meetings in secret because there are discussion about something very important and they are scared about the impact on the industry, the consumers,... they want to keep them private in order to cover all the potential solutions without lobbyist flying around them.

So, you think that the protection around the Council is maybe a way to protect it from the lobbying?

It could be, I'm not sure but there is a reason so it could be for that.

Are there stakeholders that have a better access to the Council?

Yes, you will always find some who always get access to documents but I don't know how.

It's maybe a way for the Council to choose which stakeholders will have access to this debate?

In theory access from outside. Every time there is a prior negotiation, we always try to call the Council to get more information. Sometimes they share it, sometimes they don't, it depends.

Have you notice changes in your work that you think they are link to this evolution of the legislation on transparency?

I see for example more room for stakeholders to express their opinion. When the Commission is publishing road maps, before the actual publication of the proposition, you have a road map of the EC and you have a lot of documents and materials. They try to involve more and more stakeholders, which I think is very good. I see that we have more space, more room to give our opinion, for which they are free to take into account or not. Another think that change is that you have a lot of stakeholder consultations groups launched by the Commission. Before you had no specific procedure and now is much more complicated, you need to prepare CV's, etc. They are improving this.

So, according to you, transparency is making access easier for competent people?

Yes, it's not being capable of doing lobbying, it's being capable to contribute in a good way. So even if you are not a lobbyist but an expert, you can participate to this consultations groups. It's about competence, they can bring another point of view, another value.

Do you have a concreting example of geoblocking in this area?

Last week there was a Trilogue meeting on geoblocking and the voices that they eared could have been an informal agreement. And then we found out that some of the members states in the Council were against this agreement and they couldn't find a deal on some specific issues.

I think that you need to know the good people in the institution to get information. Everyone was busy and the only thing that I could find was a blog post from the rapporteur on the EPP website about the discussions. In that case there was not a lot of transparency in my opinion. I tried to access Council documents as well and I couldn't because they were discussing sensitive issues. That's they keep it secret probably. Maybe the documents will be available in two or three weeks.

So, in this way it avoids you to make your job in an efficient way because you didn't have information?

Yes, because I don't have the information. What I keep doing is lobbying for our position on the items that I'm sure I can still try to convince them. On some other points there is already an agreement, so there is no other way to change the opinion of both the Council and the Parliament. But on some other issues like geoblocking regulation, we still hope to have an impact. And even if we don't know exactly what they discuss in the Trilogue's negotiations we keep advocating for our position, hoping they will take it into account. So, the lack of transparency of the lack of information is making my job a bit more difficult.

Are there other examples?

The application for stakeholder's consultations groups is the second example. It's more burdensome. It's a lot to fill in and we try to do it properly. We always try to find the most suitable people within our national associations to deal with the specific topics. There is always somebody to work on the political process side and a legal expert and we always go together to this meeting and we always try to apply together. Both from the legal point of view and the process point of view.

If you have to make the cost benefits analyze and determine what brings transparency to you, what is the part that has more weight?

I would rather to have more difficulties to access some documents but being able to access it at the end. Access to information is fundamental. If we don't know what is happening, we cannot answer properly because maybe I'm sending a position on something that is not relevant anymore. So, I need to know what they are discussing in order to give them the information and not one week later because it doesn't make any sense. The more we have access to information, the better we can do our job in my opinion.

Do you think that the political process is influenced by transparency?

It can have an impact. It's difficult to evaluate. If you don't have the access to the information then it's more complicated to react on it, to do something like meeting.

In the geoblocking discussion, do you feel that there is a growing impact of the civil society, of the citizen voice directly due to transparency?

Sometimes, when I asked people the question "what do you think with the word geoblocking", normally people answer "I'm thinking about something that is happening online like subscription on Netflix from Italy, France,...". So, the position on geoblocking is only on goods. This discussion started with geoblocking for digital copyright content or digital subscription to services like Netflix. So, they think geoblocking is discrimination but sometimes we have to do geoblocking, we need to geoblock because when you start developing your cross-border activities, you always start from one country, maybe two. For example, for a fridge, France will start with Belgium because half of the country is speaking the same language. If you really want to get rid of geoblocking, you have to boost harmonization. If I'm not selling to France from Italy it's maybe because I think that the law in that country is too complicated but if at least the law would be the same then it would be easier for everybody. So, it's better

attacking the issue of geoblocking from another angle. So, the more you go for the same rules over Europe, the less geoblocking will have.

But for instance, there are some website that are selling in all the members states and for some product they are not selling it in this country or applying another price. So, the argument you are giving is not available.

I will give you another example. To convince a polish customer to buy my good it will cost X money and to convince an Italian customer it will be probably cheaper. So, why I should develop something, why should I sell it to a country that is not worth it? So, you should be free as a trader to develop in the countries that you want. You have to distinguish between price discrimination and price differentiation. You have to give the access to the same offer to all the consumers, for example for a week in Disneyland Paris. When you buy a week for Disneyland Paris, it's easier because it's a service, there is no delivery. So, you will still be allowed to offer different prices for the same product or service, of course it doesn't have to be discrimination, meaning that you have to give the same access to a Belgian consumer for example. If the idea is giving the same access to all consumers it's fine, but you cannot oblige traders to sell all over Europe if they don't want to do so.

But with the example of Disneyland, why a Belgian family has to pay more?

For example, if you cannot reach out the Polish market, it's interesting to allow them to come for a cheaper price and then, maybe they will like it so much that they will be able to pay more. You have to be able to differentiate your offer but you don't have to discriminate. You see more discrimination for the car rentals because it's the same car that you rent for the same period of time, for the same package, etc. The difference of price is not justified, so it's discrimination in my opinion. One or two euros could be justified because you have different methods of payment but not 30 euros. If you applied different price for such a service, then I would say it's a discrimination. For goods, it's very complicated.

In the geoblocking, the part on the audiovisual was also interesting, all the actors on the market have a homogenous position. With transparency, do you feel that you are more facing competition with those arguments that are coming from civil society and not from the homogenous position from the stakeholders of the market?

It could be but I cannot be sure.

Do you think that there are some deviations or something that are not well done in the activities of a lobbyist?

It could be, so you need a framework. Transparency can help as I said. There are rules that for example, you cannot accept gift or offers from stakeholders in general if you are an MEP. That's corruption so there are rules protecting that, maybe it's an issue of enforcement.

Do you think that autoregulation is logic and useful?

Self-regulation from lobbying can help in my opinion. You have an interest in acting in an ethical way because for example, if one day they discover that you are not doing that in an ethical way then you will have a problem, for the image for example. Imagine that I'm doing something bad as E commerce Europe and the reputation of all this 20 associations will be probably over. They will probably not be associated with the name of E commerce Europe.

What do you feel more: the valuation of the regulation rules or the bad impact that it could have on the image?

Probably the second one because I'm not sure of the sanctions. Of course, that's my personal point of view because I think that image is crucial. If we cannot be trusted because we did something wrong in the past, nobody will listen to us anymore. No associations will associate and there will be no budget. As I'm concerned, there is no need of sanctions because we represent a sector that is very neutral, it's not weapons or something like that. There might be a need of sanctions but I don't know if we have to applied them. Just the fact that we have them in theory should work.

And about other potential evolutions like making the register compulsory, making the Council take part to the register, what do you think about it?

I don't know how much the institutions are checking the information that we provide, so I don't know the level of controlling from the institutions. Maybe extending to the Council will help. Sometimes you need to be register, sometimes you don't need.

And do you feel a difference in the meeting where you have to register?

No, the meeting is exactly the same, we discuss exactly the same thing but the way of accessing the building is more complicated. It's probably for security reasons, it's difficult to know. Maybe extending the rules to the Council and increase transparency would be interesting.

Do you think there is difference linked to the lack of transparency?

Not related to that but for sure there is a difference in the level of knowledge. If I'm meeting someone else that is not a rapporteur, normally the level of discussion has to be adapted and I don't have to be too much in details because this person will not understand anything. I will not see directly the relation with transparency, we discuss the same things but just the level of discussion can be different.

On a scale of 0 to 10, how do you feel transparency is impacting the decision-making process?

Maybe 6 or 7. It's just a guess, I'm not sure.

Entretien n°5 : Vlad Hosu - Europe Analytica

What's your general opinion about lobbying?

I think lobbying is necessary. It's right of any citizens including industries and so on to be represented in Brussels. I think that there is a general idea that Brussels is much more transparent than the national member states. We have a self-regulation system in transparency for example the European transparency register.

In all the events that I have attended, panels try to be as broad as possible.

Which techniques do you use to practice lobbying and which institutions do you target?

It depends a lot of the legislation. We use outside lobbying strategies and inside lobbying strategies. For outside, we have a website, we do press releases which release the statement on geoblocking. For example, on geoblocking we also have a press statement and we also send recommendations to MEP for the vote. We also are part of an audiovisual coalition, which is informal coalition of the audiovisual industry. We also meet with the Commission, there is a lot of regular meetings and they meet and discuss about different phases.

Do you consider that you are always acting in a ethic way?

Yes, for example for the meeting with the MEP's, we have the badge for the transparency register, we have a transparency register for entry and also for consultancies. We always try to update the transparency register with the relevant information. For the meetings with the MEP's we give details to the assistant to secure.

In your job, have you already been in a situation where you have to compete interests not in an ethical way?

No never. Such move will definitely kill your carrier if you do something that is not transparent. Everyone will hear about it. The fear for you image to be bad is much higher, so you definitely have to be careful of what you did. I think nobody will risk to do something unethical. For example, in the transparency register, if by mistake we forget or miss something, it could be bad for our image.

How transparency of lobbying impact your conception?

Transparency helps us doing our job because we can follow what the other stakeholders do. For instance, if we see that another stakeholder has met an official, we know that we should also meet this official. So, increase transparency is good for us. It's also good for our image to show to the public and to our members that we are transparent. It's a good publicity for us to be transparent. It's not necessarily for the fear, of course there is a little percentage that explain that we are transparent because the fear of the consequences. But just because it's ethical you do it.

You talked about self-regulation, what is the best way to ensure a minimum of transparency? Legislation or self-regulation?

I think self-regulation maybe because it's much faster. We know that if we are not transparent, it would be bad for our image. We know it and we will be transparent by ourselves, we don't need regulation to do so. Moreover, with self-regulation we can make progress faster because legislation takes a lot of time, we can at least initiate some practices and let the legislator make them compulsory later.

In the current situation, do you believe that the positive effect of transparency are more coming of what you decide to do on your own way or more about the transparency rules?
I think it's more for the self-regulation.

Do you think there are change in you work that are linked to the evolution of the legislation?

Yes, we try to see what the other stakeholder do. That the commissioners publish the meetings helps us a lot. The consumers are meeting now with the commissioners and we should do that as well in other industries. So, it definitely helps us to know what's happening in Brussels.

Do you have concrete example on the geoblocking case?

Making the documents public helps me a lot in keeping update what's going on. Being able to follow life and, have everything about the discussions in the Parliament. Having the Commissioners and the MEP's at the policy events, being transparent about the updates,... It's something that is not possible with the self-regulation.

Do you believe that transparency has an influence on the decision-making process?

Yes, if a MEP is being transparent at an event or at a comity meeting, it helps us. Also, the meetings with the Commission is always good, they keep us updated in what they want to do and so on. It's always good to get important information. I'm more able to adapt my actions.

Industries and companies have different views but the same interests because they want the best for the consumer. For example, two days ago there was a geoblocking event and there was people from the industry. There is someone from BEUC who was saying in this case that people, consumers won't it in a national content. I don't think it will destroy the industry, even if several studies said that geoblocking would have an impact on the European audiovisual industry. But the local producers will manage to reform and people will still won't local content, and they were still buy by the local producers. So, for the industry it was mentioning that it's right but the local producers will not have enough money to keep investing in local content. So, if the international content will be meanly on other platforms, then the consumers will lose. It was a clear case that show how customers don't understand how the industry works, that's why it's good to have the industry.

Do you think that's the reason why the industry voice is stronger than the consumer voice?

No, I'm not sure. For example, there was a study made by Red Flag (consultancy) arguing that actually smaller and interest groups have better access than big companies and because of those reasons that MEP loves to say that they meet consumer organizations and that they are great and look what I did... BEUC is a strong voice in audiovisual and in all the legislations they are working on it.

The concern of BEUC is that the budget and the access are not the same as ACT?

ECT has budget to do public affairs but I don't think MEP will never say no to meet BEUC. The Parliament has someone from BEUC in their panel in the geoblocking project. BEUC has a good access to the project.

Do you think that if the debate was totally untransparent, it will change the final issue?

I don't know. It's difficult to see how it could impact. This is a difficult question.

On a scale of 0 to 10, how do you feel transparency is impacting the decision-making process?

I think transparency impacts a lot. Maybe 8, also for geoblocking. Transparency definitely impacts a lot. With the transparency register you can see who's in, what's the budget, how much they invested and also who meets the Commission. We can see all the meetings and if there is a meeting with ACT than there must be as well a meeting with BEUC to show that all stakeholders were met and that there is a balance.

Better access for all stakeholders.

So, do you think that legislation of transparency is a gain of democratic legitimacy?

Yes, it definitely has an impact on democratic legitimacy.

Do you think it can be considered like a gain of efficiency?

I think transparency is important to have legitimacy. I don't think having referendum on every issue will be efficient. Transparency can sometimes slow down the efficiency but really transparency is more important. For my part, the efficiency is to send the message across to the officials and implement, using the past resources to make them understand my concerns.

What do you think about the current rules? Are they sufficient?

Yes I guess. Some improvements must come from the officials.

If the Council will accept to follow the same rules this will be great but this will never happen. I think EU officials can do a bit more being transparent and updating their meetings and so on.

Another improvement is to update the client profiles regularly by all the lobbies. Updating their profiles regularly will show their transparency. We can think about asking more information in the future and this can be directed by regulations.

Concerning the self-regulation, what happened if the lobbies are not given all the info needed and sharing only the info that they want?

I don't think the lobbies will do so because the image is really important in Brussels and if you fail then you will never get the confidence of the organizations anymore. They don't want to be in the blacklist of companies not being transparent. For them this is a self-motivation to update their profiles.

What about sanctions?

This will be a good idea but once again the public image is the more important and playing a tremendous role. Maybe we can think about stricter rules concerning the EU-officials to act more on an ethical way (for ex referring all appointments and meeting they organize).

Some lobbies in some sectors are not ethical at all like for example Monsanto?

I don't think they met any MEP and never met someone from the Commission.

They had a huge budget but never had the opportunity to meet anyone.

Personally, I don't want to meet them and have any picture with them on Internet. Not having any track having meet Monsanto.

EU Parliament is the institution that is the more aggressive for the transparency – why?

I think because it has been elected and EU Parliament has the track.

It is also circled by a lot of human rights organizations and so on and because of that it needs to keep a good public image.

The Council has also be elected but on a more indirect way than the Parliament. The Council has been elected through the parties and this is not the case of the Parliament.

Do you think EU Parliament and the Commission are more targeted by lobbying?

I don't think so...they have the same statute as other institutions.

In that perspective, why is the Council different? It is not following the same rules but lobbying is also present there. You have people responsible of different files and they meet with all stakeholders like the other institutions and have meetings and so on. The Council must be more transparent and in this case, I am not sure the self-regulation will help the situation.

Do you use another strategy depending on the institution?

I am acting the same way and it is pretty similar with all institutions.

For the Commission and the Council the approach is more technical and I will meet a person who is more an expert on that specific legislation. And this is less the case with MEP's. Concerning the transparency approach this is the same with all institutions.